

**Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°31 de la semaine du 28 juillet au 3 août 2017**  
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

### **BOLIVIE**

**Déficit budgétaire de -368,4 M USD au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.** Ce résultat contraste avec l'excédent budgétaire de presque 350 M USD enregistré pour la même période en 2016, année achevée tout de même avec un déficit de -1 Md USD. En février, la Banque centrale de Bolivie (BCB) et le gouvernement ont affirmé qu'ils estimaient finir l'année 2017 avec un déficit de -2,3 Md USD. Ainsi, au 1<sup>er</sup> trimestre, le déficit cumulé représentait 15,6% du total prévu pour l'année.

**Moody's améliore les perspectives de la notation souveraine de négatives à stables. La note est confirmée à Ba3.** L'agence de notation a amélioré les perspectives de la Bolivie en indiquant que le pays a une capacité de crédit importante, une croissance économique robuste, des indicateurs budgétaires forts, ainsi qu'un faible niveau de dette. Les notations boliviennes ont évolué positivement entre 2006 et 2016, et sont à trois crans d'obtenir un grade d'investissement.

### **COLOMBIE**

**Emission obligataire externe réussie, pour 1,4 Md USD à 10 ans, à un taux de 3,8%.** Les ressources obtenues couvriront des dépenses de l'Etat sur 2017 (à hauteur de 500 M USD) et 2018 (900 M USD). Les offres ont atteint au total près de 5,6 Md USD, avec une participation de 254 investisseurs.

**La dette externe est ramenée à 39,9% du PIB en avril** (contre 42,5% en décembre 2016), en dépit d'une hausse en valeur de 6,7% en g.a. Elle atteint 122,4 Md USD, dont 106,8 Md USD de dette externe publique (24% du PIB), principalement à long terme toutefois.

**Septième baisse du taux directeur de la banque centrale, cette fois de 25 points de base, désormais à 5,50%.**

**Les exportations sont en hausse de 20% au 1<sup>er</sup> semestre 2017,** atteignant 17,5 Md USD. Cette tendance s'explique notamment par une augmentation des ventes d'hydrocarbures (+33%) et d'or (+90%). Ressortent également à la hausse, les secteurs des véhicules automobiles (+70%) et des fleurs (+61%). Les résultats moins favorables du mois de juin, notamment pour les exportations d'hydrocarbures (-9% en g.a.), laissent présager un ralentissement pour le 2<sup>nd</sup> semestre.

### **CUBA**

**La crise du logement peine à trouver une solution.** Cuba accusait fin 2016 un déficit de plus de 880 000 logements, soit 23% de son parc immobilier actuel (3,8 millions de logements). Il manquerait par exemple 206 000 logements à La Havane, 147 000 à Holguín et 103 000 à Santiago de Cuba. De plus, sur les trois dernières années, ce déficit s'est creusé de 200 000 unités malgré les diverses politiques mises en place par le gouvernement pour répondre au problème (licences de construction, ventes libres de matériaux de construction et programmes de crédit).

### **EQUATEUR**

**Ventes anticipées de pétrole.** Le ministre du Pétrole a annoncé qu'entre 500 et 600 millions de barils de pétrole (soit environ 3 années de production) sont actuellement engagés sous la forme de ventes anticipées. Les contrats ont été passés avec Petrochina, Sinopec et Petrothailande. Le Ministre a signalé qu'une nouvelle vente anticipée pourrait être réalisée.

### **HAÏTI**

**Compte tenu des prévisions budgétaires pour l'exercice 2017-2018, le taux d'inflation sera autour de 11,4% en g.a et de 13,4% en moyenne.** Par rapport au budget de l'année en cours, l'inflation reculera de 5 points en g.a. et de près de 2% en moyenne annuelle.

### **PANAMA**

**Le projet de budget 2018 est de 23,397 Md USD, soit une hausse de +7,9% par rapport au budget 2017.** Supposant une croissance de +6% et une inflation de 1,5%, le budget prévoit un déficit de -917 M USD, soit une réduction de 11,5% par rapport à l'exercice précédent, expliquée par une augmentation des recettes (+6,9%) supérieure à celle des dépenses (+4,2%). De ce budget, 59% iront à des dépenses de fonctionnement et 41% pour des dépenses d'investissement. Le budget destina 325 M USD à la ligne 2 du métro (étendue jusqu'à Tocumen) et 100 M USD pour la ligne 3. De plus, est envisagée la construction de l'Institut technique supérieur de l'est pour 450 M USD et la poursuite de l'assainissement de la baie de Panama pour 114,7 M USD. Le domaine de la santé a la dotation budgétaire la plus importante (4,192 Md USD) suivi de l'éducation et la culture (2,557 Md USD) et de la protection et sécurité sociale (2,235 Md USD).

**Odebrecht paiera une amende de 220 M USD à l'Etat panaméen.** La Procureur de la Nation est parvenue à un accord avec l'entreprise brésilienne. De cette amende, 100 M USD sanctionnent l'utilisation du système bancaire et financier panaméen pour le blanchiment de capitaux, et les 120 M USD restants sont équivalents au double des sommes occultes que Odebrecht a admis avoir payé au Panama. L'accord devrait être validé en décembre 2017, période où devrait être prononcée la condamnation des individus impliqués dans le scandale de corruption.

**Au 1<sup>er</sup> semestre, l'activité commerciale dans la Zone franche de Colon a augmenté de +8,2% en g.a.,** atteignant 10,107 Md USD, alors que cette activité s'est effondrée depuis 2012 (-9,6% en g.a. pour l'année 2016). Au 1<sup>er</sup> semestre, les réexportations ont augmenté de +10,3% et les importations de +5,7%. Cette bonne performance s'explique principalement par l'activité des multinationales.

**Banco General réalise une émission internationale de 550 M USD, arrivant à échéance en 2027, avec un taux d'intérêt de 4,12%.** L'émission du principal établissement bancaire panaméen a été sursouscrite plus de 4,6 fois et y ont participé plus de 190 investisseurs internationaux. Standard & Poor's a attribué à l'émission la note de BBB, et Fitch l'a notée BBB+.

## PEROU

**Les exportations ont augmenté de +27,8% au 1er semestre 2017, atteignant 20,1 Md USD.** Cette augmentation s'explique par les envois plus importants de minéraux, farine de poisson et gaz naturel. Les exportations traditionnelles ont atteint 14,8 Md USD (+36,3%), grâce au poids du secteur minier (11,8 Md USD) et des hydrocarbures (1,6 Md USD). Les exportations non traditionnelles ont atteint 5,3 Md USD, notamment en raison des exportations du secteur agroindustriel (+10%) et du poisson (622 M USD, +52,6%). Selon l'Association des exportateurs, ce rythme de croissance permettrait de doubler les exportations d'ici 2021, un des objectifs du gouvernement.

**Moody's revoit à la baisse sa projection de croissance économique pour 2017.** L'agence de notation estime que la croissance péruvienne sera de +2,6% cette année, soit 1,1 point de moins que sa projection de février 2017. Le ralentissement économique observé s'expliquerait par l'impact de Niño Costero ainsi que par la suspension des projets d'infrastructure en raison du scandale de Lava Jato. Moody's s'attend à des variations dans la notation de la qualité du crédit d'entreprise (A3, stable) au sein des différents secteurs industriels et notamment des améliorations pour le secteur minier et pour la pêche. Pour l'année 2018, l'agence prévoit une récupération de la croissance à hauteur de +3,9%.

## REPUBLIQUE DOMINICAINE

**La Banque centrale réduit de 2,2 points le coefficient des réserves obligatoires des banques commerciales.** En adoptant cette nouvelle mesure d'assouplissement monétaire, la Banque centrale permet de libérer 400 M USD pour dynamiser l'économie en finançant les secteurs productifs suivants : les exportations (22% du montant), la manufacture (20%), l'agriculture (8%), les prêts immobiliers (20%), le commerce et les PME (18%), les prêts à la consommation (12%).

## TRINITE ET TOBAGO

**Les problèmes financiers et de gestion de l'entreprise publique de raffinage Petrotrin se poursuivent.** Les coûts du travail représentent 280 M USD, soit près de la moitié des coûts opérationnels annuels. Le bas niveau du prix du pétrole et les marges de raffinage réduites depuis 2014 ont aggravé les inefficiences structurelles. La situation financière se détériore, les revenus étant passés de 5,5 Md USD en 2012 à 2,4 Md USD en 2016. L'entreprise doit 390 M USD en impôts pétroliers et redevances. Le passif à court terme en 2016 était de 1,8 Md USD, et le passif total de 4,3 Md USD (1/5 du PIB). Le Comité d'examen de Petrotrin, créé par le Premier ministre, recommande de diviser l'entreprise en 3 entités mais l'important syndicat *Oilfield Workers* rejette cette proposition ; des réductions de personnel ou une privatisation ne sont pas envisagées à ce stade.

**Les dépenses publiques dépasseront les recettes en 2017,** selon Moody's Investor's Service. Malgré les prévisions optimistes du gouvernement lors de sa revue du budget du milieu de l'année, l'agence maintient sa prévision d'une augmentation du déficit budgétaire à -5,8% du PIB pour l'année budgétaire 2017, contre les -3,9% visés par le gouvernement. Les estimations de Moody's se fondent sur des ventes d'actifs et un recouvrement des impôts inférieurs aux prévisions.

## VENEZUELA

**Le vote de la nouvelle assemblée constituante le 30 juillet donne à l'administration du Président Maduro le pouvoir de réécrire la constitution.** Le scrutin, qui a soulevé de nombreuses suspicions, aurait réuni 8 millions de votants, dépassant ainsi les 7,5 millions de votants lors du vote organisé par l'opposition. Dénoncée par la communauté internationale, cette nouvelle assemblée dispose de pouvoirs élargis. Suite à l'élection, le Département du Trésor étatsunien a gelé les actifs du Président Maduro aux Etats-Unis, dénonçant les violations contre les droits de l'homme et le vote comme une action illégitime destinée à créer un régime autoritaire.

Patrick HERVE  
Chef du service économique régional